

« Ce que le football est devenu », de Jérôme Latta, revient sur 30 ans de réformes qui n'ont eu de cesse de creuser les inégalités entre les clubs et de fausser la donne sur le plan sportif. Sans se voir opposer la moindre résistance.

ENTRETIEN
LORRAINE KIHIL

Jérôme Latta est un amoureux du foot, un amoureux mi-écœuré, mi-fasciné par le nouveau visage de son sport. Avec son ouvrage *Ce que le football est devenu*, le chroniqueur du Monde et rédacteur en chef du pure player les Cahiers du football reconstitue trente ans de petites et grandes évolutions économiques « qui ont toutes convergé vers une évolution globale qu'on peut qualifier de révolution libérale ». Ou comment des ajustements ici et là ont progressivement conduit à un sport toujours plus élitiste, permettant à une poignée de clubs de s'accaparer l'essentiel des ressources économiques et sportives. Comment on est arrivé à un foot spectaculaire mais hypocrite, où les compétitions censées être ouvertes, sont à peu près jouées d'avance, trustées par les quelques clubs les plus riches. « Ce n'est plus un jeu, tant cela revient à "acheter" des résultats sportifs, une forme particulière de corruption terriblement banalisée. »

Qu'est-ce que le foot a été ces 30 dernières années ? Une espèce de laboratoire de libéralisme débridé ?

Le football est un terrain d'expérimentation, mais aussi de propagande pour une doctrine libérale qui est largement à l'œuvre dans la société. Avec cette singularité qu'il n'y a eu aucune résistance dans le football. Des mesures amenant à un creusement des inégalités et une concentration des ressources se sont empliées, avec des effets d'autant plus puissants qu'il y a eu très peu, sinon pas de résistance, que ce soit de la part des supporters, des pouvoirs sportifs ou des pouvoirs publics. Les instances sportives ont pris leur part de cette croissance exponentielle, en particulier l'UEFA et la Fifa, ce qui a incité à la passivité. Les médias sportifs n'ont de leur côté jamais mis ces évolutions en exergue alors qu'elles contreviennent au principe d'équité des compétitions et de l'aléa sportif. C'est passé comme une lettre à la poste.

Le fruit de ces évolutions, c'est un sport hollywoodien qui offre un spectacle très séduisant, quasi irrésistible. Et en même temps, ça devient très difficile d'aimer ce football. Prenez les Coupes du monde : on a eu celle en Russie qui a servi Poutine, le Qatar qui était une catastrophe environnementale et humaine, en 2026 on va se retrouver avec 48 équipes et en 2030 on passe à trois continents. Il y a un paradoxe entre le constat critique qu'on peut tirer et l'attractivité que continue d'exercer le football.

Ça devient très difficile d'aimer ce football

”

Vous expliquez dans votre livre que les petits pays ont été les grands perdants du développement du football, citant notamment le cas de la Belgique. Vous pouvez développer ?

La croissance phénoménale de l'économie du foot est basée sur l'inflation des droits TV. Mécaniquement, ça pénalise plus les pays avec une démographie modeste que ceux du « Big 5 » (Angleterre, Espagne, Italie, Allemagne, France, NDLR). Faute d'un bassin de consommateurs suffisant et faute de concurrence entre les opérateurs, les droits générés sont inférieurs à ceux des grands pays. Cela vaut pour la Belgique, les Pays-Bas, l'Écosse. Aujourd'hui, pour être un grand club, il faut non seulement



« Le football est un terrain d'expérimentation et de propagande libérales »

être une grande métropole, mais aussi être dans une grande puissance économique. Cela a bénéficié à la France, qui n'est pas un grand pays de foot, mais est un grand pays tout court. Des mécanismes artificiels ont été rajoutés à ces leviers d'inégalité, en particulier le « Market Pool » attribué en fonction des droits TV perçus dans le pays (pendant plusieurs années, le Market Pool a conditionné une partie importante des revenus tirés de la Ligue des champions, de sorte qu'un club d'un petit pays touchait moins qu'un club anglais, par exemple, qui aurait sous-performé, NDLR). C'est un mécanisme méconnu qui était un facteur d'inégalité inacceptable, une façon de sanctionner économiquement les petits pays qui ne versaient pas assez d'argent via leurs droits TV. Tout cela a contribué à la relégation économique de certains pays, de certains clubs qui avaient pourtant un palmarès européen. Le système a contraint ces clubs à devenir des fournisseurs de joueurs pour les clubs les plus riches, contribuant à hiérarchiser le foot européen en des divisions assez étanches. On le voit avec le rétrécissement incroyable du plateau de la Ligue des champions : quatre pays trustent quasi toutes les places. Les trois coupes d'Europe actuelles formalisent et pérennisent cette hiérarchisation fondée sur du non-sportif, avec une caste de clubs qui continuent de s'enrichir.

La BeneLeague, dont le projet a été abandonné l'an passé, aurait été une solution ?

C'est une idée intéressante qui doit avoir une vingtaine d'années, on avait aussi parlé de ligue transatlantique (réunissant Écosse, Belgique, Pays-Bas, Portugal et des clubs scandinaves, NDLR). Il s'agit de reconstituer une base de consommateurs et de spectateurs de taille suffisante pour rivaliser avec les

grands championnats. Le problème, c'est que cela revient à renoncer aux championnats nationaux qui restent la base historique du foot européen et qui conservent une attractivité forte. Cela implique un renoncement à l'attachement du territoire, à la communauté, au patrimoine local. Bon, après, si ça pouvait au moins ramener Anderlecht sur le devant de la scène européenne, pourquoi pas.

Les gouvernements auraient dû réagir ?

Il y a eu une indifférence un peu générale de la part de l'État, voire une façon de cautionner une vision du sport comme nouvel opium du peuple : un outil de diversion très puissant qui occupe les masses. Cela peut paraître un peu caricatural mais le fait est qu'on a constaté un grave manque de politisation du sport. On a très peu défendu l'exception culturelle des activités sportives, une spécificité reconnue mais pas mobilisée pour rétablir des régulations fortes et garantir l'ouverture des compétitions. Au début des années 2000, une ministre italienne du Sport a essayé mais l'UEFA ne s'est pas emparée des possibilités laissées par les règlements européens pour réguler. Le fait est que le foot n'est pas un objet de débat politique – au nom aussi de la soi-disant neutralité du sport –, ce qui a contribué au laisser-faire face à des évolutions très problématiques.

Il y a eu une exception, cela dit : le fiasco du lancement de la Super Ligue en avril 2021. La Super Ligue a suscité un désaveu massif, global et inattendu, dans la mesure où cela avait tellement été présenté comme inéluctable. On a enfin mis les mots sur des choses qui avaient court depuis des années mais qui semblaient taboues : oligarchie de clubs, dérives élitistes. On a parlé du besoin de réguler, de changer la gouvernance, d'avoir une meilleure transparence des instances, d'intégrer les supporters dans la gestion

« Les médias sportifs n'ont de leur côté jamais mis ces évolutions en exergue alors qu'elles contreviennent au principe d'équité des compétitions et de l'aléa sportif », constate Jérôme Latta.

© DR.

des clubs... mais cette prise de conscience n'a été suivie de rien. Aucun débat n'a émergé. Un statu quo qui favorise en fait la fuite en avant. Mais je ne veux pas désespérer. Peut-être faut-il un autre élément déclencheur des politiques européennes, qu'un mouvement surgisse des supporters.

Serait-ce si mauvais d'avoir une ligue fermée ? Ça aurait le mérite de la clarté, de l'honnêteté...

L'idée qu'on puisse reconstituer un championnat fort en dessous qui soit plus sain, je n'y crois pas trop. Le saut vers la Super Ligue serait dans la continuité de ce qui s'est fait jusqu'à présent, mais si les réactions ont été si virulentes, c'est parce qu'il s'agit d'une transgression inédite. C'est la fin du système pyramidal européen, la fin d'un système ouvert qui laisse, en théorie, à chaque club la possibilité de se développer. L'autre transgression, c'est de sortir de la gestion collective des compétitions par une confédération. Ce qui est étonnant, c'est qu'on se donne les moyens de désavouer, mais pas de défendre un contre-modèle et des mesures permettant de revenir en arrière.

Vous dites, en introduction de votre livre, ne pas vouloir verser dans la nostalgie, mais vous revenez beaucoup à l'idée qu'il faut faire machine arrière...

La nostalgie est mauvaise conseillère. Mais on reste toute sa vie attaché au foot tel qu'il était quand on est tombé amoureux. Les émotions les plus violentes, les plus fortes, les plus profondes datent de cette époque. Donc on est un peu condamné à la nostalgie. Mais ça brouille l'analyse. Je ne suis pas dupe du fait que le foot d'avant n'était pas nécessairement mieux : plus corrompu, avec un arbitrage très problématique qui laissait la défense commettre des brutalités invraisemblables... Mais il est aussi utile pour comprendre le foot d'aujourd'hui de savoir ce qu'il était avant. Ça permet d'avoir en tête qu'un autre football est possible, même si on ne peut pas faire machine arrière. L'enjeu, c'est d'inventer un autre modèle avec des régulations beaucoup plus puissantes.

Par exemple ?

Il faudrait un programme d'ensemble, cohérent et appliqué à tout le monde : renforcer le quota de joueurs formés localement, revoir la répartition des ressources afin de reconstituer la concurrence en favorisant les clubs les moins riches, imposer des règles financières beaucoup plus strictes, des formules de compétitions plus équitables, instaurer un *salary cap*, associer les supporters à la gouvernance des clubs... Ce ne sont pas des mesures irréalistes mais le débat est inexistant à l'heure actuelle, ou trop fractionné. Il suffirait que quelques acteurs s'emparent du sujet.

Jérôme Latta

Jérôme Latta est cofondateur et rédacteur en chef des Cahiers du football, un site internet lancé en décembre 1997 qui deviendra aussi un mensuel et une revue. Avec ses chroniques pour Le Monde, il porte un regard politique – long-temps détonnant dans le paysage médiatique – sur un football approché comme sujet de société, comme un sujet économique. L.K.



Ce que le football est devenu
JÉRÔME LATA
Editions divergences,
197 p., 15 €